

## BUREAU DU PLAN

# Qu'est-ce qui nous attend d'ici 2023 ?

**Que va-t-il se passer dans les 5 prochaines années ? Emploi, croissance, déficit :** le Bureau fédéral du Plan présente ses perspectives.

● **Albert JALLET**

**D**e quoi notre avenir sera-t-il fait ? Hier, ce n'était pas le salon de la voyance mais la présentation des perspectives économiques du Bureau fédéral du Plan. Pas question de boule de cristal ou de tarot mais plutôt de calculettes et de tableaux de chiffres. Et ce, pour révéler ce que nous réserve notre économie jusqu'en 2023. Histoire de donner matière à réflexion et à action pour le gouvernement de Charles Michel et celui qui lui succédera.

Philippe Donnay et Jan Verschooten, directeurs de l'institution ont présenté la substance du travail de leur équipe.

**1. La croissance** Cela taude tous les gouvernants, la croissance c'est la recette miracle. Mais de miracle, il n'y aura pas. « *Le pic de croissance a été atteint en 2017. Maintenant,*

*cela va décélérer.* » L'homme relativise : « *En douceur.* » Mais prévient aussi : « *Elle n'est pas non plus fulgurante puisqu'en dessous de celles de la zone euro, de l'Allemagne, de la France et des Pays-Bas.* » Et cette croissance sera aussi pendue au fil des mesures protectionnistes lancées par les États-Unis, le contexte politique en Italie et en Espagne et la surchauffe « habituelle » au Moyen-Orient.

**2. Le marché du travail** Bonne nouvelle, l'emploi va continuer à augmenter. Le rapport l'indique : « *Sur la période 2018-2023, l'emploi devrait augmenter de 249 000 personnes, soit une augmentation plus importante que celle enregistrée au cours des six dernières années (+188 000).* »

La Belgique devrait perdre moins de jobs dans l'industrie manufacturière : 17 000 pertes

d'ici à 2023 alors qu'elle en a perdu 41 000 entre 2012 et 2017. Le secteur de la construction devrait en créer 24 000 jusqu'en 2023. C'est bien mais le Bureau du Plan tempère : le taux d'emploi (le nombre d'emploi divisé par le nombre de personnes âgées entre 15 et 64 ans) va grimper à 70,4 % en 2020. C'est bien mais en deçà de l'objectif fixé de 73,2 % qui ne sera pas atteint en 2023 (71,9 %).

**Le secteur de la construction devrait créer 24 000 emplois d'ici 2023.**

Autre bémol : attention à la pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs.

**3. Déficit** Le déficit public est aussi dans la ligne de mire des analystes du Bureau. Si on ne change rien le déficit sera 1,6 % du PIB en 2019, 1,7 % en 2020 et 1,8 % en 2021. Or, selon le programme de stabilité il devrait être de 0,6 % en 2019, et ramené à 0 % en 2020.

Résultat, si on veut atteindre les objectifs, il va falloir trouver des milliards : 4,6 milliards en

2019 et respectivement 8,4 et 8,9 milliards les deux années suivantes. Aïe. Et ce, principalement au niveau fédéral. Si celui-ci peut se réjouir, quand même, de la diminution de sa dette publique qui devrait passer sous la barre des 100 % du PIB en 2021, Philippe Donnay rappelle que « *Le taux d'endettement reste très important même s'il baisse. On reste vulnérable par rapport aux taux d'intérêt.* » Qui vont remonter. ■

## Des chiffres à triturer

Alors que penser des chiffres de ce rapport de 80 pages ? Que les différents partis vont aller y puiser ceux qui les arrangent. Car comme l'annonçait Philippe Donnay, ils seront là pour étayer les débats pour les élections de 2019. Et cela va se déchirer.

D'un côté, on va avancer des taux d'emploi en hausse, une bonne croissance, un déficit en recul. De l'autre, on va arguer que ces taux d'emploi et cette croissance sont quand même en dessous de ce qui est réalisé dans les pays limitrophes et que si ces chiffres sont là, c'est uniquement grâce à la conjoncture européenne et mondiale et que l'on peut s'attendre à un retour de bâton. Quant au déficit en recul, les détracteurs pourront avancer qu'il est le résultat d'opération one shot.

Une chose est sûre, il reste du pain sur la planche. **A.J.**